



# **Forum des leaders émergents du secteur de la sécurité 2024**

**Exercice de simulation :  
Analyse des priorités concurrentes en  
matière de sécurité**

**Résumé du scénario**

**21 et 28 juin 2024  
Washington DC**

## **Clause de non-responsabilité**

Ce document contient du matériel pédagogique destiné à favoriser la discussion entre les participants au séminaire des leaders émergents du secteur de la sécurité. Le scénario n'est pas une prédiction officielle de l'avenir ; il n'est pas non plus censé dépeindre un pays réel. Toute ressemblance avec des pays réels n'est pas intentionnelle. Le scénario, les points de la séance d'information et les autres supports d'exercice ne reflètent pas les opinions du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, de la National Defense University, du département de la défense ou de toute autre composante du gouvernement des États-Unis.

## Aperçu de l'exercice

Cet exercice de simulation est conçu pour aider les participants à examiner les risques sécuritaires concurrents dans un pays africain fictif, la Webonie. Il demande aux participants d'analyser les risques et les vulnérabilités, d'identifier les sources potentielles de résilience, de décider des réponses à court et à long terme, de réagir aux chocs imprévus et de recommander des solutions aux responsables de la sécurité nationale. Les informations de base fournies ne sont pas exhaustives. Les participants doivent se concentrer sur les grands thèmes abordés dans l'exercice et utiliser leur expérience pour combler les lacunes qu'ils identifient. Le travail d'équipe, les solutions innovantes et la gestion du temps sont les clés de la réussite.

### Matériel d'exercice de base et supplémentaire

Pour réussir cet exercice, les participants doivent lire les pages 3 à 7, ainsi que les informations contenues dans les annexes.

### Contexte

Dans cet exercice, les participants représenteront des responsables militaires et civils de la sécurité, de la justice et de la société civile du pays fictif qu'est la Webonie, réunis au sein d'un comité chargé de conseiller le président et le cabinet sur les réformes du secteur de la sécurité. Après avoir connu des vagues variables de régimes militaires et démocratiques, ainsi que des conflits internes, la Webonie se trouve aujourd'hui dans une période de stabilisation. Dans le cadre de sa stabilisation post-conflit, la Webonie entreprend actuellement une réforme de la justice transitionnelle et du secteur de la sécurité. Néanmoins, la Webonie reste confrontée à de multiples menaces à la sécurité, points faibles et domaines d'amélioration en matière de sécurité :

- Une trop grande importance accordée à l'armée tout au long du processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS), laissant les institutions policières relativement moins réformées et moins dignes de confiance.
- Une forte poussée de la jeunesse, entraînant de fréquentes manifestations de jeunes dans les villes, des affrontements avec la police et des violences policières.
- Une région instable, où plusieurs pays voisins de la Webonie sont confrontés à de graves crises sécuritaires.
- Extrémisme violent (EV)/terrorisme et Criminalité transnationale organisée (CTO) le long de la frontière nord de la Webonie avec Deron et Tshukano.

Compte tenu de la durée de la période de transition en cours, des problèmes de sécurité persistants et de l'instabilité dans la région, les dirigeants de la Webonie craignent que leur pays ne soit confronté à une détérioration de la situation en matière de sécurité et ne fasse marche arrière dans sa réforme naissante du secteur de la sécurité. Ces préoccupations ont été renforcées par les fréquentes manifestations de jeunes en milieu urbain et par la couverture médiatique critique des violences policières. Dans cette optique, le président demande conseil au Conseil national de sécurité sur la manière de catalyser le processus de réforme et de transition. L'administration souhaite obtenir des contributions sur l'analyse des risques auxquels la Webonie est confrontée et sur ses sources de résilience, ainsi que sur la détermination des priorités à court et à long terme du pays pour faire progresser la sécurité des citoyens.

### Informations détaillées

Les dynamiques économiques, politiques et sociales qui affectent la Webonie et ses voisins continuent de façonner l'évolution des menaces à la sécurité. Ce document comprend une carte de la Webonie et de la région (annexe A) ; des informations générales sur la politique, l'économie et les structures sociales de la Webonie (annexe B) ; plus de détails sur la transition politique de la Webonie (annexe C) ; plus d'informations sur les problèmes de sécurité auxquels la Webonie est confrontée (annexe D) ; et un aperçu de la structure et de la composition actuelles du secteur de la sécurité de la Webonie (annexe E).

## Objectifs de l'exercice

- Les participants examinent les liens entre les défis de sécurité nationaux, régionaux et internationaux et étudient comment atténuer les vulnérabilités de la Webonie et amplifier ses sources de résilience.
- Les participants examinent les différentes façons dont les éléments civils et militaires de la réforme du secteur de la sécurité et du leadership stratégique pourraient être créés pour atténuer ou réduire le risque d'insécurité dans un contexte de sécurité nationale complexe.
- Les participants utilisent leurs connaissances acquises au cours des premiers jours et leur expérience pour faire face aux exigences contradictoires d'un paysage sécuritaire en mutation (approches réactives ou préventives, approches sécuritaires dures ou douces des menaces et des vulnérabilités).

## Instructions pour les participants

Votre groupe de discussion représentera l'un des quatre groupes du CNS convoqués à la demande du bureau du président de la Webonie. Le président a demandé au groupe de travail de préparer un plan pour faire face aux risques de sécurité en Webonie. Cette préparation sera divisée en trois séances :

**Séance 1 :** Les groupes effectuent une analyse des risques et de la résilience de la Webonie sur la base des documents fournis. Les participants sont chargés d'énumérer les vulnérabilités de la Webonie et d'identifier ses sources potentielles de résilience face aux défis sécuritaires.

**Séances 2-3 :** Sur la base de l'analyse des risques et de la résilience de la séance 1, les groupes créent un ensemble de mesures de réponse à court et à long terme avec des justifications. En élaborant ces réponses, les groupes seront chargés d'identifier les objectifs, les moyens et les méthodes liés à leurs recommandations. Pendant cette période, les membres du Conseil peuvent, s'ils le souhaitent, envisager également des partenariats externes – dans quelle mesure la Webonie s'appuiera-t-elle sur des ressources internes ou externes ? Quels seront les partenaires extérieurs souhaités ? (par exemple, les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, l'Union africaine, la Communauté économique régionale africaine [ARECO]). Les animateurs fourniront davantage de conseils pour ces deux séances.

### Rôles des participants

Chaque participant représentera un haut fonctionnaire de son service ou de sa branche du gouvernement, ce qui lui permettra de tirer parti de son expérience et de son expertise pour réfléchir de manière globale à la façon de faire face de manière réaliste aux menaces auxquelles la Webonie est confrontée. Toutefois, les participants doivent garder à l'esprit que l'objectif de la simulation est d'élaborer un plan d'action unifié pour l'ensemble du pays, plutôt que des plans individuels spécifiques pour chaque secteur ou service.

Les participants doivent commencer par élire un président qui les aidera à gérer le temps, ainsi qu'un rapporteur qui présentera également le plan du groupe lors de la brève séance de restitution qui suivra la simulation.

### Gestion du temps

La simulation se déroulera le vendredi <sup>21</sup> juin en deux parties de 90 minutes (avec une pause café de 30 minutes), et le vendredi <sup>28</sup> juin en trois parties de 90 minutes, deux avant la pause déjeuner, avec une pause café entre les deux, et une après le déjeuner.

Les présidents doivent prévoir suffisamment de temps pour réaliser le travail et aider leur groupe à établir des priorités afin de s'assurer que tous les aspects importants du problème sont pris en compte dans le temps limité qui leur est imparti.

Les séances d'information sur les simulations auront lieu le vendredi <sup>21</sup> juin (11h00-12h30) et le vendredi <sup>28</sup> juin (13h30-15h00) par tranches de 90 minutes.

### Objectifs de résultat

Le rapporteur de chaque groupe disposera de **15 minutes** pour présenter les évaluations des risques et des vulnérabilités de son groupe, ainsi que les sources potentielles de résilience de Webonia, le <sup>21</sup> juin lors de la brève séance de restitution (11h00-12h30). Le <sup>28</sup> juin, le rapporteur de chaque groupe disposera de **15 minutes** supplémentaires pour présenter l'évaluation des risques, de la vulnérabilité et de la résilience de

son groupe, ainsi que ses recommandations au Bureau du Président lors de la séance de restitution (13h30-15h00). Chaque groupe disposera également de 5 minutes pour répondre aux questions du public. Le 28 juin, chaque groupe devra répondre aux questions suivantes lors de sa présentation :

1. LES FINS : Quels aspects des défis sécuritaires de la Webonie votre groupe a-t-il choisi de privilégier ? Pourquoi ?
2. LES MOYENS : Comment votre groupe a-t-il choisi d'allouer les ressources en fonction de ces priorités ? Pourquoi ?
3. LES VOIES : Comment les facteurs de résilience du pays ont-ils influencé vos décisions en matière de stratégie et d'affectation des ressources ? Comment le profil de vulnérabilité et de résilience de la Webonie a-t-il influencé vos décisions concernant les outils militaires et civils, et les méthodes réactives et préventives, que vous avez cherché à utiliser pour assurer la sécurité ?
4. ADAPTATION ET APPRENTISSAGE : Quelles circonstances en Webonie devraient changer pour que vos recommandations soient modifiées ? Veuillez expliquer.

### Résultats attendus

En réponse au mandat que le CNS a reçu du Bureau du Président, chaque groupe, sur la base de son analyse, devrait développer :

- i. Une évaluation des principales sources de vulnérabilité de Webonia ainsi que de ses sources de résilience face aux défis sécuritaires ; et
- ii. Une liste de recommandations classées par ordre de priorité pour le gouvernement de Webonia. Cette liste doit identifier les actions spécifiques que le gouvernement peut et doit entreprendre pour améliorer la situation sécuritaire en Webonie à court terme (1 an) et à moyen et long terme (5 à 10 ans). Pour chaque action recommandée, le CNS doit préciser brièvement **la finalité (état final souhaité)** à laquelle l'action est censée contribuer, **les moyens (comment)** par lesquels l'action peut être mise en œuvre **et les moyens (avec quoi/ressources)** qu'elle requiert.

### 21 juin :

- **Pour les séances 1 et 2 :** D'après votre lecture de la situation en Webonie, quels sont les principaux problèmes de sécurité et les principales sources de vulnérabilité du pays ? Quelles sont les principales sources de résilience et/ou de stabilité du pays ?
- Le rapporteur de chaque groupe disposera de **15 minutes maximum** pour présenter l'évaluation de son groupe sur les risques sécuritaires du pays, les défis et les sources de résilience au Cabinet du Président lors des séances de restitution.

### 28 juin :

- **Pour les séances 1 à 3 :** Sur la base de votre travail du 21 juin, identifiez au moins **trois** recommandations à court terme et **trois** recommandations à long terme. Vous pouvez les diviser en sous-bulles basées sur les fins, les voies et les moyens (mentionnés plus haut).
- Le rapporteur de chaque groupe disposera de **15 minutes maximum** pour présenter les recommandations de son groupe au Cabinet du Président lors des séances de restitution.

## Annexe A : Carte de la Webonie et de la région



## Annexe B : Politique et économie de la Webonie

### STATISTIQUES ESSENTIELLES

- Indépendance :** 1962 (de la Grande-Bretagne)
- La population :** 30 millions
- Les groupes ethniques:** Bamato 40 % ; Arika 22 % ; Kumalu 18 % ; Tsowe 15 % ; les 5 % restants sont constitués de groupes ethniques plus petits.
- Langues :** Anglais (officiel) ; les langues africaines, dont le Bamato et l'Arika, sont largement parlées.
- Religions :** Chrétiens (70 %), musulmans (30 %)
- Villes :** Olatunji (capitale) ; Port Boukhars (principale ville portuaire)
- L'économie :** Le PIB est de 1225 dollars par habitant
- Recettes d'exportation : produits agricoles (40 %) ; ressources minérales (35 %) ; ressources énergétiques (15 %) ; produits manufacturés légers (10 %)

### SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

- **Une nouvelle administration.** Le gouvernement actuel de la Webonie a été élu en 2021. L'élection, jugée libre et équitable par les observateurs internationaux, a été considérée en partie comme une réaction au désastreux siège du camp Foxtrot et à l'incapacité du gouvernement précédent à faire face à la détérioration de la situation sécuritaire dans le nord. Victor Toze, issu de l'ethnie Arika, est le premier président à ne pas être issu des rangs de l'opposition politique des années 1990. Il était étudiant et impliqué dans la protestation à cette époque, mais il était trop jeune pour être un leader. En conséquence, il est plus ouvert à une nouvelle relation avec l'armée que certains de ses prédécesseurs.
- **L'héritage du régime militaire.** Bien que la majorité des Weboniens soient trop jeunes pour se souvenir du régime militaire, l'ombre de près de 30 ans de régime militaire intermittent plane sur la politique webonienne. Les organisations de la société civile webonienne, en particulier les communautés journalistique et juridique, les militants des droits humains et plusieurs groupes confessionnels ont participé à la démocratisation du pays et portent cet héritage avec fierté. Le président Toze est le premier président depuis la transition de 2001 vers un régime multipartite à embrasser les services armés.
- **La corruption.** La corruption au sein du gouvernement est un défi permanent en Webonie et les réseaux de patronage politique sont essentiels à la survie politique, à l'élaboration des politiques et à la campagne électorale. Ces pratiques ont rendu la Webonie vulnérable à la criminalité transnationale organisée et, à leur tour, les produits de la criminalité transnationale organisée sont connus pour alimenter certains partis politiques et candidats.



## RELATIONS ÉTRANGÈRES DE LA WEBONIE

- **ARECO.** Depuis sa transition vers la démocratie, le gouvernement webonien a travaillé par le biais de la Communauté économique régionale africaine (ARECO) libérale pour poursuivre ses intérêts. Les membres d'ARECO comprennent la Webonie et ses voisins. L'ARECO a une capacité limitée d'intervention dans les affaires intérieures de ses États membres, mais Tshukano et Los Pachecos ont pu tirer parti des pouvoirs limités de l'ARECO pour aider à soutenir la démocratie naissante de la Webonie pendant sa phase de transition.

## ÉCONOMIE

La webonie est une économie à croissance rapide et a franchi le seuil du revenu intermédiaire en 2014. Après une période de stagnation dans les années 1980 et 1990, lorsque la Webonie était sous régime militaire, le pays a connu une croissance constante. Les exportations représentent 27 % du PIB. La croissance a été tirée par l'augmentation des exportations agricoles et des produits agricoles post-transformés, notamment le café mis en boîte localement et les articles en cuir de plus en plus haut de gamme, qui constituent la base d'un secteur manufacturier léger. Cela a permis d'élargir l'éventail des possibilités, alors que la Webonie dépendait jusqu'à présent presque totalement de l'extraction minière et gazière, qui représente encore 45 % de ses exportations.

Depuis 1997, la Webonie a développé ses secteurs minier et agricole et a connu une augmentation des investissements étrangers. Les États-Unis ont signé un traité d'investissement étranger avec la Webonie en 2005 et plusieurs entreprises américaines ont récemment commencé à installer des installations de production et d'autres infrastructures commerciales dans le pays. En outre, la Chine a ouvert plusieurs exploitations minières en Webonie. Bien que l'économie ait connu une croissance régulière, les investisseurs restent préoccupés par les effets négatifs potentiels de la violence dans la région des trois frontières sur les milieux d'affaires.

Comme de nombreux pays africains, la Webonie connaît la combinaison d'une urbanisation forcée et d'une forte poussée de la jeunesse. La majorité des Weboniens ont moins de 30 ans et ces jeunes vivent de plus en plus dans le centre urbain de la capitale, Olatunji. Les jeunes Weboniens sont confrontés à de sérieux problèmes d'emploi, puisque près de 40 % des Weboniens de moins de 25 ans sont au chômage.

### Production d'énergie :

- D'importants gisements de gaz naturel (9<sup>e</sup> en Afrique), d'une capacité de 52 trillions de cm (tcm), mais une capacité d'extraction et de raffinage limitée.
- Les gisements de gaz naturel de la Webonie se trouvent en grande partie dans le delta de la Biong et aux alentours, dans les terres ancestrales des Kumalu. Cette région a fait l'objet d'un conflit pendant une grande partie des années 1970 et 1980, et l'extraction et l'utilisation des ressources sont toujours controversées.
- L'énergie représente 15 % des recettes d'exportation.

### L'exploitation minière :

- Les grands gisements de cuivre représentent environ 20 % des recettes d'exportation de Webonie. Ils sont principalement situés dans les régions du nord, où l'insécurité peut constituer un problème. Les conditions de travail dans les mines de cuivre de Webonie constituent une injustice notoire parmi les travailleurs, qui remonte à l'époque coloniale.
- D'autres exploitations minières extraient du fer, de la bauxite et certains matériaux précurseurs

de batteries, ce qui représente 15 % supplémentaires des exportations combinées.

**L'agriculture :**

- L'agriculture de subsistance persiste dans toute la région de Webonie.
- La Webonie du Nord est largement pastorale, centrée sur les bovins et les chèvres.
- L'agriculture d'exportation est principalement concentrée dans le centre et le sud de la Webonie. Les principales cultures d'exportation sont le coton, le cacao, le café et les bananes.

## Annexe C : La Webonie en transition – Contexte

### Période précoloniale

- **Des armées multiples, aux origines diverses.** Avant l'ère coloniale, la Webonie n'était pas une entité unie et possédait trois systèmes politiques distincts et les modèles militaires correspondants. Le royaume centralisé de Tsowe était défendu par des levées de pasteurs liés au roi par des liens de parenté. Le royaume Bulutha était également centralisé et disposait d'une petite constituée d'agents de surveillance royale professionnelle issue de l'aristocratie. Les Bamato et les Arika étaient politiquement décentralisés et disposaient de milices composées de groupes d'âge au niveau des villages. Les forces Tsowe et les milices Bamato et Arika se sont rarement impliquées dans la politique en raison de leurs liens de parenté et de leur origine au sein de la population. Les agents de surveillance royale de Bulutha, issus de la cour, étaient plus impliqués dans le choix des souverains en temps de crise ou d'intrigue, mais n'était jamais elle-même souveraine.

### L'époque coloniale

- **Protéger le pouvoir et l'extraction.** Pendant l'époque coloniale, les Britanniques ont établi une unité de « King's Afrikan Rifles » (KAR) en Webonie, composée principalement de Bamato et d'Arika. Cette unité était principalement utilisée pour dissuader les menaces de rébellion et défendre les ports, les centres urbains et les industries extractives qui étaient au centre de la domination britannique. Cette unité de la KAR a fait la transition directement dans la nouvelle armée webonienne au moment de l'indépendance, conservant la plupart de ses officiers et de son personnel engagé ainsi que sa structure de forces et ses traditions.

### De l'indépendance en 1962 au régime militaire en 1974

- **Une brève ouverture démocratique.** Après l'indépendance de la Webonie vis-à-vis de la Grande-Bretagne en 1962, le président légitimement élu en 1962 a progressivement mis en place un État à parti unique. Lors des élections de 1972, l'opposition politique avait été interdite.
- **Une insurrection robuste et dangereuse.** Au cours des années 1970, le sud-ouest de la Webonie a connu une recrudescence des conflits, sous l'impulsion du Mouvement de résistance de la nation Kumalu (KNRM) dans le delta de la rivière Biong. La marginalisation politique et économique, l'incapacité du gouvernement à partager les revenus de l'extraction du gaz, principalement située dans et autour des communautés Kumalu, et le soutien transfrontalier de Bulutha lié aux rivalités de la guerre froide ont contribué à l'insurrection.
- **Le mécontentement de l'armée webonienne.** L'armée webonienne n'a pas obtenu de bons résultats contre le KNRM, et elle a imputé ses pertes à la corruption du gouvernement et à son incapacité à lui apporter le soutien nécessaire pour gagner dans le delta de Biong. Après plusieurs années de revers embarrassants et de pertes importantes, un groupe d'officiers mécontents renverse le gouvernement par un coup d'État en 1974. Ils mettent en place un conseil d'officiers supérieurs présidé par un général de l'armée.

## Le régime militaire : Du coup d'État de 1974 au massacre de « Liberty Garden » en 1992

- **La junte reprend le contrôle du delta de Biong.** Une fois au pouvoir, la junte militaire a activé la conscription et augmenté massivement le budget de la défense. Une campagne sanglante à grande échelle dans le delta de Biong a permis au gouvernement de reprendre le contrôle de la région dans les années 1980, y compris des champs de gaz.
- **Instabilité politique et répression violente.** Le gouvernement militaire s'est montré peu performant dans l'accomplissement de nombreuses tâches fondamentales de gouvernance au cours des années 1980 et a de moins en moins réussi à fournir les services de base. Des critiques, des journalistes et des militants de la société civile ont été emprisonnés ou, dans certains cas, assassinés. Si la plupart des unités militaires ont été impliquées, les services de renseignement militaires ont pris la tête de l'identification et de la détention des dissidents politiques. Deux autres coups d'État ont eu lieu au cours de cette période.
- **L'armée accepte la tenue des élections.** En 1992, face à un mécontentement profond et généralisé et à la pression internationale en faveur de la libéralisation, la junte a accepté la tenue d'élections. Elle a apporté son soutien à un officier modéré à la retraite, espérant que la peur et de légères concessions entraîneraient son élection par la population.
- **Patrick Ngugi revient d'exil pour se présenter à la présidence.** Patrick Ngugi, auteur et militant populaire, qui vivait en exil après avoir passé une décennie en prison pour avoir critiqué le coup d'État de 1974, est revenu dans le pays en 1992 pour se présenter aux élections. Il a promis des réformes radicales, la justice pour les détenus et les victimes de torture, des coupes sombres dans les services de sécurité, ainsi que l'arrestation et le jugement de la junte. Son retour a suscité un énorme soutien et, à l'approche des élections, une foule quasi permanente de partisans a campé dans le Liberty Garden Park, en face des Chambres du Congrès dans la capitale, Olatunji, pour protester et faire campagne en son nom.
- **L'élection est annulée, et un mouvement de protestation se met en place.** Alors que les sondages, un mois avant l'élection, indiquent une victoire écrasante de Ngugi, la junte panique et annule l'élection, invoquant des préoccupations en matière de sécurité. Les partisans de Ngugi à « Liberty Garden » ont demandé le rétablissement immédiat de l'élection, et il y a eu un mélange de protestations et d'émeutes. Les partisans de Ngugi ont barricadé la place avec des véhicules renversés.
- **Le massacre de « Liberty Garden ».** Après que les partisans de Ngugi aient réussi à repousser la police de « Liberty Garden » pendant deux jours, l'armée a été envoyée sur place. Elle a utilisé des balles réelles et des véhicules blindés pour disperser la foule. Le nombre de morts et de blessés n'est pas encore connu, mais les estimations vont jusqu'à 40 morts et 200 blessés. Patrick Ngugi figure parmi les personnes tuées. Le gouvernement webonien est de plus en plus isolé sur le plan international.

## 1999–2011 Transition vers un régime civil

- **Un deuxième mouvement de protestation commence.** Dans un climat de profondes difficultés économiques et de pression internationale accrue sur la junte militaire, une nouvelle génération

de jeunes a lancé un deuxième mouvement de protestation en 1999. Sam Okwiri, l'un des survivants du mouvement de 1992, est devenu le chef du mouvement. Il était connu pour être plus modéré que Patrick Ngugi.

- **Un passage progressif au régime civil.** Confrontés à une nouvelle génération de soldats et de responsables de la sécurité qui ont refusé de réprimer le second mouvement de protestation, les partisans de la ligne dure de l'armée ont conclu un accord avec Sam Okwiri en 1999. Les élections nationales et locales seraient autorisées en 2001, en échange d'une promesse qu'aucune action judiciaire ne serait entreprise contre l'armée. Okwiri a été élu président. Il a servi deux mandats et a réussi à retirer progressivement l'armée de la politique.
- **Les essais de « Liberty Garden ».** Le successeur d'Okwiri, élu à la présidence en 2011, s'est senti enhardi après une décennie de régime civil. Il a restructuré et considérablement réduit les services armés et a licencié tous les officiers supérieurs qui restaient de la période du régime militaire. Son administration a jugé plusieurs officiers supérieurs au tribunal en 2011 pour leur rôle dans le massacre de Liberty Garden en 1992, dans une série de procès connus sous le nom de « procès de Liberty Garden ». Les procès et la diminution de l'armée ont été cathartiques et un moment longtemps attendu par de nombreux Weboniens. Cependant, comme les procès se sont concentrés sur les poursuites à l'encontre des officiers supérieurs, de nombreux officiers subalternes impliqués et ceux qui opéraient dans les coulisses ont échappé aux poursuites ou aux licenciements.

## 2011 -présent Violence en mer du Nord, manifestations de rue et appels à des réformes croissantes

- **Propagation de la violence et sous-performance militaire.** Au milieu des années 2010, la violence a commencé à se répandre dans la région des trois frontières, prenant naissance à Deron, mais menaçant de déstabiliser également la Webonie. Les groupes extrémistes opérant à partir de Deron se développent et sont intimement liés à des opérations de Criminalité transnationale organisée pour financer leurs initiatives. Grâce à ses connexions internationales, la Nouvelle armée du prophète (NAP) à Deron est particulièrement connue pour exploiter ce lien. De nombreux autres recruteurs, prestataires de services informels et arrangeurs sont impliqués dans le trafic d'êtres humains, ce qui, dans le contexte de la région des trois frontières, expose les personnes passées en fraude à un risque accru de traite des êtres humains. Bien que la plupart des personnes victimes de la traite se déplacent au-delà de la partie de la région des trois frontières où opère la NAP, celle-ci se livre également à la traite par le biais du recrutement et de l'asservissement d'« épouses » pour les soldats. De nombreux groupes armés de la région perçoivent des revenus importants en taxant ou en recevant des pots-de-vin de personnes impliquées dans les réseaux de trafic et de traite d'êtres humains. L'armée de la Webonie est déployée dans la région et n'a connu qu'un succès mitigé dans la lutte contre les insurgés lorsque la violence déborde de la frontière (voir annexe C).
- **Violence policière et manifestations de jeunes.** Les réformes de la sécurité en Webonie se sont principalement concentrées sur la professionnalisation de l'armée, laissant une force de police importante et non réformée qui est impopulaire par rapport à l'armée et en particulier parmi la jeunesse urbaine. Alors que la population jeune, de plus en plus nombreuse et active réclame davantage de réformes, les affrontements entre les militants et la police sont devenus une scène récurrente dans les rues de la Webonie. Depuis 2021, il y a eu au moins 3 grandes vagues de protestation dans le pays, qui ont toutes commencé par des violences policières et se sont terminées de la même manière.

## Annexe D : principaux défis en matière de sécurité en Webonie

Les problèmes de sécurité de la Webonie se concentrent géographiquement autour de la région des trois frontières partagée par la Webonie, Deron et Tshukano, ainsi que des menaces internes liées au processus de transition.

- **Criminalité transnationale organisée.** Le contrôle de l'État est faible dans la région frontalière et plusieurs types de criminalité transnationale organisée y prospèrent, notamment la traite des êtres humains, la contrebande et le trafic d'armes. Le commerce de contrebande le plus dangereux en Webonie est sans doute celui des armes légères et les armes de petit calibre, que certains membres des services de sécurité de la Webonie et du Buluthan ont l'habitude de vendre à d'autres. Ces armes sont très demandées en raison de la violence endémique dans la région des trois frontières. Elles se déplacent relativement facilement sur les routes traditionnelles de commerce et de migration des pasteurs Tsowe et Milong. Les vols de bétail dans la région des trois frontières et à sa périphérie sont de plus en plus fréquents, car les communautés concernées sont de plus en plus lourdement armées et organisées pour commettre des actes de violence. Le marché noir des produits de base est moins directement lié aux acteurs politiquement violents de la région, mais plusieurs groupes armés, en particulier la Nouvelle armée du prophète (NAP), un groupe d'insurgés violents, tirent des revenus importants de la taxation de ce commerce.
- **Menace de terrorisme et instabilité générale de Deron.** La région frontalière subit les effets de l'instabilité politique qui règne depuis longtemps à Deron (le pays voisin de la Webonie), qui comprend des groupes terroristes transnationaux à l'intérieur de ses frontières et une série de coups d'État militaires tout au long de son histoire. Le principal acteur extrémiste est la Nouvelle Armée du Prophète (NAP), un groupe d'insurgés violents composé principalement de pasteurs et de personnes historiquement marginalisées, les Tsowe, ainsi que de quelques étrangers. Prônant une idéologie religieuse stricte, la NAP offre une vision violente de la justice et de l'indépendance aux Tsowe marginalisés. Toutefois, les punitions brutales infligées aux dissidents, la fiscalité sévère et la forte implication dans le trafic d'êtres humains ont aliéné beaucoup d'autres. Les forces de sécurité de cette région ont souvent été à l'origine de coups d'État militaires et leurs propres abus ont déstabilisé les gouvernements successifs et aliéné la population.
- **Autres acteurs violents.** Il existe également des groupes armés plus petits, orientés localement et poursuivant des objectifs opportunistes. Certaines communautés comptent sur les groupes d'autodéfense locaux pour assurer leur protection. Certains de ces groupes d'autodéfense se livrent également au vol de bétail et au banditisme.
- **Réforme en cours du secteur de la sécurité.** La Webonie continue de mettre en œuvre des réformes dans son secteur de la sécurité, en cherchant à instaurer un plus grand contrôle civil sur l'armée et à rendre compte des abus commis par le secteur de la sécurité à l'encontre des civils, afin d'améliorer la confiance de la population dans les services de sécurité. Jusqu'à présent, ce processus de réforme s'est surtout concentré sur les différentes branches de l'armée et a négligé la police, en qui le citoyen moyen a beaucoup moins confiance et qui est perçue comme étant plus profondément impliquée dans la mauvaise gestion des ressources gouvernementales et la petite corruption dans certaines parties du pays (la capitale et les communautés frontalières). Alors que l'armée webonienne s'est considérablement réformée depuis l'époque de la junte au pouvoir et jouit aujourd'hui d'une grande popularité, les forces de police du pays sont sous-entraînées, sous-payées et très peu coordonnées avec le secteur de la justice. Entre-temps, les citoyens manifestent

une forte demande de recours et de résolution des litiges, tant au niveau pénal que civil. Alors que les majorités ethniques (Bamato et Arika) ont tendance à être ouvertes au recours aux tribunaux d'État pour résoudre les litiges, les citoyens des autres groupes ethniques ont tendance à se méfier du système judiciaire actuel – qu'ils considèrent comme partial à l'égard des justiciables Bamato et Arika – et s'en remettent à leurs chefs traditionnels locaux et à d'autres autorités communautaires pour répondre à leurs préoccupations en matière de justice. Dans certains cas, des groupes d'autodéfense locaux, en particulier dans le nord, font justice eux-mêmes, sapant l'État de droit auquel les dirigeants de la Webonie aspirent en fin de compte.

- **Manifestations de jeunes.** L'impopularité des forces de police en Webonie est surtout pointée du doigt par la jeunesse urbaine du pays. Des décennies de forte croissance démographique ont créé une « explosion de la jeunesse » en Webonie, avec des groupes politiquement actifs, en particulier dans la capitale, qui font pression pour des réformes plus agressives et une plus grande attention portée à la réforme de la police. Ces manifestations fréquentes conduisent systématiquement à des affrontements, parfois mortels, entre la police et les jeunes manifestants. Il s'agit là d'un sujet de préoccupation constant pour le Cabinet du Président.
- **L'immigration clandestine.** La migration est un phénomène naturel et complexe, qui comporte à la fois des avantages économiques et démographiques et des risques pour la sécurité. Toutefois, les services de renseignement de la Webonie indiquent qu'il est possible que des groupes terroristes et criminels utilisent les filières d'immigration clandestine pour renforcer leurs positions en Webonie et exacerber les problèmes de terreur et de criminalité.
- **Le changement climatique.** Le changement climatique est associé à la dégradation de l'environnement, à la désertification et à l'épuisement des ressources naturelles. Une grande partie de l'activité économique de la Webonie et des moyens de subsistance de la population est menacée d'épuisement ou de déstabilisation en raison des politiques et des attitudes politiques. Le changement climatique a eu un impact sur la désertification et l'acidification des océans, menaçant la production alimentaire et la sécurité alimentaire nationale. Le changement climatique a eu un impact sur les schémas météorologiques saisonniers, ce qui se traduit par des ressources en eau plus imprévisibles et des phénomènes météorologiques plus extrêmes.

## Annexe E : Secteur de la sécurité en Webonie

L'appareil de sécurité de la Webonie se compose de l'armée (armée de terre, marine, armée de l'air et brigade de services spéciaux) et de la police nationale. D'autres institutions qui sont impliquées dans les services de sécurité ou qui s'y intéressent sont les institutions weboniennes de surveillance militaire, le pouvoir judiciaire et les groupes de la société civile.

Le secteur de la sécurité poursuit des réformes entamées il y a deux décennies et doit faire face à de nombreux problèmes. Les institutions de surveillance sont sous-financées et ont une indépendance limitée par rapport à l'armée proprement dite. Le pouvoir judiciaire est confronté à des problèmes similaires, avec un financement limité et un manque de volonté de fonctionner indépendamment de la majorité au pouvoir et de l'armée. Compte tenu de l'histoire de l'armée dans le pays, la communauté de la société civile se méfie profondément de l'armée et de la capacité du système judiciaire ou des institutions de surveillance à contrôler son pouvoir et ses abus. Les relations étroites entre l'armée, les institutions de surveillance et le pouvoir judiciaire sont à l'origine d'une grande partie de cette méfiance et sont la cause de tensions importantes.

Toutes les composantes de l'armée en uniforme de la Webonie partagent des problèmes similaires : (i) un corps d'officiers dominé par les Bamato à la tête d'un corps d' enrôlés plus diversifié ; (ii) des fraudes dans les contrats et les salaires, qui entraînent des décalages entre les effectifs réels et les calculs sur papier ; et (iii) une corruption générale dans les processus de passation des marchés et un manque de transparence.

**L'armée webonienne** : Toutes les composantes de l'armée en uniforme de la Webonie partagent les mêmes problèmes : un corps d'officiers dominé par les Bamato à la tête d'un corps d' enrôlés plus diversifié, et la corruption qui affecte l'état de préparation en raison de la fréquence des fraudes dans les contrats et les salaires, ce qui entraîne des décalages entre les effectifs réels et les calculs sur papier de ces derniers. Les accusations de favoritisme ethnique et de népotisme sont également monnaie courante, en particulier au sein de la police nationale.

- **L'armée** : La Webonie dispose d'une armée de volontaires de taille moyenne, fortement diminuée en taille et en financement par rapport à l'époque de la dictature. La suppression des priorités de financement depuis les procès « Liberty Gardens » de 2011 et les efforts de protection contre le coup d'État qui ont suivi ont laissé la plupart des unités sous-entraînées et sous-équipées. La corruption a également fait des ravages. En conséquence, le gouvernement s'appuie sur une sous-section beaucoup plus réduite de l'armée pour faire face aux menaces urgentes à la sécurité, notamment la Brigade d'élite des services spéciaux, forte de 3 500 hommes. Cette dernière a obtenu de bons résultats lors des combats contre les groupes armés. Cependant, cette unité, essentiellement composée de Bamato, a été accusée de servir d'outil politique au gouvernement en place et de commettre des abus à l'encontre des groupes minoritaires weboniens, en particulier les Tsove et les Kumalu.
- **La marine** : Sans agent de surveillance côtière distinct, la petite marine de la Webonie est chargée de l'application de la loi et du sauvetage en mer et opère principalement de petites embarcations brunes. Bien qu'elle soit mieux entraînée que l'armée de terre ou l'armée de l'air, le gouvernement n'a pas donné la priorité à la marine et ne possède que 2 patrouilleurs hauturiers capables d'opérer en haute mer. Historiquement, la marine a joué un rôle dans la patrouille du delta de Biong, dans la lutte contre les séparatistes de Kumalu dans les années 1970-1980 et dans la protection de l'extraction du gaz naturel. Elle est capable d'opérer



en eaux brunes, avec à sa tête 3 grands et 7 petits patrouilleurs et embarcations peu profonds.

- **L'armée de l'air** : La Webonie dispose d'une armée de l'air très limitée, avec une petite flotte d'hélicoptères de transport et un seul escadron d'avions de chasse. Ces derniers ont souffert d'une négligence mécanique majeure liée à la diminution des financements après 2011, et des scandales de corruption ont éclaté autour des contrats de maintenance et de pièces détachées.
- **Police nationale** : La police nationale de Webonie se compose d'environ 35 000 membres, dont la majorité sont des Bamato, avec une importante minorité d'Arika. Cette situation a entraîné des problèmes importants dans tout le pays, car les populations locales des autres groupes ethniques se méfient de la police. Parmi les forces de sécurité, la police nationale a été la plus accusée de népotisme et de favoritisme ethnique, le gouvernement ayant toujours recruté la police nationale en fonction de son appartenance ethnique.

**Institutions de contrôle** : Le Parlement Webonien est contrôlé par un parti dominant disposant d'une majorité surqualifiée, et plusieurs partis d'opposition, plus petits, mais engagés, y sont représentés. La commission de la défense et de la sécurité est dirigée par un ancien général, ce qui confère à ses membres une certaine crédibilité dans le contrôle des dépenses de défense et de la réforme du secteur de la sécurité, mais laisse également les procédures de la commission entourées d'un secret partiel, même sur des questions pour lesquelles il n'y a pas d'obligation légale de tenir des discussions classifiées. Le processus de RSS a inclus la création d'une commission nationale de lutte contre la corruption (NACC) qui est nominalement indépendante, mais dont les ressources sont limitées.

**Le système judiciaire** : La Webonie a une tradition de droit civil : ce sont les procureurs qui mènent les enquêtes préliminaires afin de déterminer s'il existe suffisamment de preuves pour que l'État engage des poursuites pénales en matière de terrorisme et de criminalité transnationale organisée, et il existe un tribunal spécial pour le terrorisme qui siège dans la capitale. Si le procureur et les enquêteurs qui travaillent avec lui estiment qu'il y a suffisamment de preuves pour poursuivre une affaire, un juge d'instruction mène alors une enquête plus approfondie avec l'aide d'officiers de police judiciaire spécialisés qui peuvent procéder à des arrestations et recueillir des preuves. Selon le dernier sondage d'opinion publique de l'Afrobaromètre, 45 % de la population indique qu'elle ne fait « pas du tout » ou « peu » confiance aux tribunaux d'État, en partie parce que les citoyens ont l'impression que les tribunaux d'État travaillent en faveur des usagers des tribunaux de Bamato. En Webonie rurale, les institutions de justice coutumière sont souvent l'instance de premier recours.

**Société civile** : Le Comité d'action des citoyens weboniens a réuni une alliance souple d'ONG et de chefs traditionnels afin d'instituer des réformes plus importantes face aux menaces permanentes à la sécurité intérieure. Le Comité d'action des citoyens est organisé dans la majorité des circonscriptions du pays, sous la direction d'un père fondateur à la retraite. Dans la région des trois frontières, la « Tsowe Women's Peacebuilding Society » (Société des femmes pour la consolidation de la paix de Tsowe) a réuni une alliance souple d'ONG et de chefs traditionnels opposés aux trafiquants et aux groupes armés dont les activités entravent la mobilité, les moyens de subsistance et la résolution des conflits dans la région. Bien que ces groupes soient prêts à travailler avec le gouvernement webonien, ils cherchent également un répit face aux mauvais traitements qu'ils disent subir de la part de la Brigade des services spéciaux, une unité d'élite de la gendarmerie webonienne (dominée par des officiers Bamato) qui a été déployée dans la région pour des missions de sécurité frontalière depuis les essais de « Liberty Garden ». Bien que ces groupes soient prêts à travailler avec le gouvernement Webonien, ils sont sceptiques quant à la volonté du gouvernement de poursuivre les réformes, en particulier aux dépens de l'armée ou de la police, et sont hantés par l'ombre des décennies d'abus commis sous le régime militaire.